

o.- RH/gt

Le 15 août 1960.

0.946.7. KatangaCONFIDENTIELVisite d'une délégation
du Katanga.

D'entente avec M. le Ministre Kohli, j'ai reçu ce matin, au Foyer de la Presse étrangère, accompagné du Ministre Stopper et de M. Leibundgut de la division du commerce, de MM. Messmer et Gaechter du service de l'assistance technique, les 4 membres de la délégation du Katanga présidée par M. Evariste Kimba, qui a le titre de Ministre des travaux publics et dont fait partie le frère du Président Tschombé.

M. Gaechter rédigera un procès-verbal de cette réunion, mais je crois utile de relever d'emblée ce qui suit:

Le Président de la délégation, en exposant le but de sa visite, a naturellement fait l'historique du développement de la situation au Congo en critiquant ouvertement, mais en termes mesurés, l'attitude de M. Lumumba dont il laisse entendre qu'il est manoeuvré par les communistes. Le Président a ensuite parlé des intentions de son Gouvernement en ce qui concerne l'avenir du Katanga, soit comme Etat indépendant, soit comme Etat faisant partie d'une Fédération d'Etats. Il est intéressant de relever que les dirigeants du Katanga se sont directement inspirés des principes qui sont à la base de la Constitution suisse et qui ont sans doute influencé leur attitude. Tout en formulant certaines critiques à l'égard des Belges il demeure très objectif et déclare que le but du Katanga n'est pas de les évincer complètement de ce territoire mais de mettre fin à un monopole des sociétés belges en donnant une chance à tous les pays, sans distinction, de participer au développement du Katanga.

Lorsque nous eûmes, à notre tour, exposé le point de vue des Autorités suisses et relevé que malgré toute la sympathie que nous pouvions avoir à l'égard des délégués venant du Katanga nous ne voulions pas nous immiscer dans le côté politique de cette querelle interne qui ne concerne que les autorités congolaises, nous leur avons dit très franche-

./.



- 2 -

ment que nous nous trouvions dans une situation difficile du fait que nous reconnaissons l'urgence d'aider le Congo dans la mesure de nos possibilités, mais que, d'autre part - et en particulier en ce qui concerne le Katanga - une aide officielle gouvernementale paraissait exclue tant que la question du régime politique n'aurait pas été éclaircie. Le Ministre Stopper a soulevé avec raison que si les représentants du Katanga pouvaient s'assurer une aide privée en Suisse rien ne s'y opposerait. Nous avons également déclaré que nous avions dès le début collaboré avec l'ONU et que si cette dernière nous demandait des experts pour le Katanga nous examinerions certainement cette requête avec bienveillance. Enfin les représentants de cette province s'étant informés s'il existait une possibilité d'enrôler des médecins suisses, nous leur avons suggéré de s'adresser au Comité international de la Croix-rouge qui serait bien placé pour une aide de ce genre.

Nous avons pu constater qu'il existait une certaine méfiance de la part de cette délégation à l'égard de l'ONU. Le Katanga craint que toute demande d'aide qui serait adressée à celle-ci ne soulève des différends d'ordre politique à l'intérieur de cette Organisation. Il préférerait de beaucoup obtenir directement l'aide de la Suisse ou de petits Etats dont il ne craint aucune ingérence politique.

Nous avons également conseillé aux représentants du Katanga de se servir de l'entremise de citoyens suisses qui pourraient se trouver dans leur pays pour essayer d'intéresser les entreprises auxquelles ils appartiennent à une aide directe. Enfin, ils ont déclaré vouloir nous remettre, avant de quitter la Suisse, une liste de leurs demandes d'aide et nous nous sommes bornés à dire que nous en prendrions connaissance et que nous espérons que les circonstances nous permettraient de prendre en considération quelques-unes de celles-ci.

Cet entretien nous a fait une bonne impression. Il s'agit d'hommes réfléchis et raisonnables, qui ne font preuve d'aucun chauvinisme et qui disent ouvertement s'inspirer des principes qui sont à la base même de notre existence, soit libéralisme et liberté. Malgré le problème politique constitué par la situation actuelle du Katanga, qui n'a pas été reconnu de jure par aucun Etat, il faut avouer qu'il serait paradoxal - si cette situation venait à se prolonger - d'apporter notre aide fût-ce par l'intermédiaire de l'ONU au Gouvernement de Lumumba dont le moins que l'on puisse dire est qu'il agit d'une manière irresponsable si l'on ne va pas jusqu'à admettre qu'il obéit aux ordres de Moscou. Nous nous trouvons en face d'une situation qui demande réflexion et dont M. Hammarskjöld s'est d'ailleurs certainement préoccupé. Il serait très intéressant de savoir comment il aura lui-même répondu à la demande d'aide que

./.

- 3 -

M. Tschombé lui aura peut-être adressée. Bien que nous ayons été extrêmement réservés et que nous ayons fait comprendre à nos visiteurs qu'une aide directe officielle se heurtait pour le moment à des difficultés politiques, nous devons, me semble-t-il, nous occuper de trouver une formule qui nous permette d'accorder une aide à une population qui, si l'on en juge par les représentants avec lesquels nous nous sommes entretenus, mérite d'être encouragée.

J. de Aho